

HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

<p>SERVICE D'ETAT DE L'AVIATION CIVILE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE</p>	<p style="text-align: right;">08 MARS 2012</p> <p>ARRETE N° HC / 1470 / AC.DIR DU relatif aux mesures de police applicables sur l'aéroport de Tahiti-Faaa</p>
<p>AMPLIATIONS :</p> <p>HC/DIRCAB : 1 HC/SG : 1 Présidence de la Polynésie française : 1 SEAC-PF : 1 PAF : 1 BGTA : 1 Douanes : 1 Aéroport de Tahiti : 1 DRCL : 1 JOPFs/c DRCL : 1</p>	<p style="text-align: center;">Le haut-commissaire de la République en Polynésie française</p> <p style="text-align: center;">chevalier de l'ordre national du Mérite</p> <p><i>Vu la loi organique n°2004-192 modifiée du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;</i></p> <p><i>Vu la loi n°2004-193 modifiée du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;</i></p> <p><i>Vu la loi n° 73-10 du 4 janvier 1973 relative à la police des aérodromes, modifiant et complétant le code de l'aviation civile ;</i></p> <p><i>Vu le code des transports, et notamment les articles L. 6341-2 et L. 6773-5 ;</i></p> <p><i>Vu le code de l'aviation civile ;</i></p> <p><i>Vu le décret n° 2002-24 du 3 janvier 2002 relatif à la police de l'exploitation des aérodromes et modifiant le code de l'aviation civile ;</i></p> <p><i>Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;</i></p> <p><i>Vu le décret du 23 décembre 2010 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française - M. Didier (Richard) ;</i></p> <p><i>Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;</i></p> <p><i>Vu l'arrêté du 28 août 2003 relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes ;</i></p> <p><i>Vu l'arrêté du 1er septembre 2010 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile ;</i></p> <p><i>Vu l'arrêté du 25 mars 2010 portant concession de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a ;</i></p> <p><i>Vu la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation et de circulation des véhicules et engins sur les aérodromes ;</i></p> <p><i>La direction de la police aux frontières, la direction régionale de la douane et des droits indirects, la gendarmerie des transports aériens et le comité local de sûreté consultés en date du 26 janvier 2012 ;</i></p> <p><i>Sur proposition du directeur du service d'Etat de l'aviation civile de la Polynésie française ;</i></p>

ARRETE

TITRE I^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

Article I/1 : Objet

L'objet du présent arrêté est de réglementer sur l'emprise de l'aérodrome de Tahiti Faa'a, à l'exception de la zone militaire BA 190, tout ce qui concerne le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité.

Les modalités particulières d'application du présent arrêté en matière de contrôle d'accès, d'inspection/filtrage et de circulation sont définies par des mesures particulières d'application du directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Article I/2 : Sigles

Les sigles suivants sont utilisés :

- BGTA : Brigade de Gendarmerie des Transports Aériens ;
- DPAF/PF : Police aux Frontières ;
- PCZSAR : partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé ;
- SEAC/PF : Service d'Etat de l'Aviation Civile en Polynésie Française ;
- Services de l'Etat : Les services des Douanes, de la Police aux frontières et la Gendarmerie des Transports Aériens ;
- SSLIA : Service de Sauvetage et de Lutte contre les Incendies d'Aéronefs ;
- ZSAR : Zone de Sûreté à Accès Réglementé.

Article I/3 : Définitions

Au sens du présent arrêté, on désigne par :

- Accès commun : accès empruntés par des personnels aéroportuaires appartenant à des organismes autorisés à occuper ou utiliser le coté piste (exemple d'accès commun : accès principal à l'aire de mouvement). Ces accès ne sont pas empruntés par les passagers.
- Accès d'exploitation : accès empruntés par les personnels et passagers lors des phases de traitement des vols (exemple d'accès d'exploitation : portes d'accès aux filtres de sûreté, portes d'embarquement). Ils sont utilisés sous la responsabilité de la compagnie ou du service de l'Etat qui traite les passagers au niveau de l'accès.
- Accès de secours : accès permettant l'évacuation des personnes en situation d'urgence. Quelques accès sont exclusivement réservés à cette utilisation. Certains accès communs ou d'exploitation remplissent cette fonction. Un dispositif de déverrouillage associé à une alarme d'ouverture est installé sur ce type d'accès.
- Accès privatif : point de passage à l'entrée coté piste situé à l'intérieur d'un lieu à usage exclusif ou pour le bénéfice d'une entreprise et pour lequel l'entreprise ou l'organisme exploitant cet accès est tenu d'appliquer des dispositions similaires à celles qui s'appliquent aux accès communs ou d'exploitation permettant l'accès à une zone de même nature.
- article prohibé : toute substance ou objet pouvant constituer une menace pour la sûreté du transport aérien ;
- entreprise ou organisme autorisé à occuper ou utiliser le coté piste : l'entreprise ou l'organisme autorisé par l'exploitant d'aérodrome à occuper ou utiliser le coté piste à des fins professionnelles ;
- inspection/filtrage : une opération préventive, effectuée dans le cadre de l'article L. 6342-2 du code des transports, qui met en œuvre une fouille, un ou plusieurs moyens de détection, des palpations de sécurité ou une combinaison de ces moyens, effectuée dans le but de détecter des articles prohibés ;
- lieu à usage exclusif : lieu situé coté piste d'un aérodrome occupé par une entreprise ou un organisme ou, le cas échéant, un groupement identifié d'entreprises ou d'organismes et pour lequel le haut-commissaire de la République exerçant les pouvoirs de police peut autoriser l'occupant à délivrer des titres de circulation dont la validité est limitée à cette partie.

- mesure particulière d'application (MPA) : Mesure particulière d'application aux règles générales de l'arrêté de police prise par le directeur du SEAC/PF ou son représentant, en vertu de l'article R. 213-3 du code de l'aviation civile.
- Secteurs sous contrôle frontières : Salles de départ et d'arrivée des passagers des vols internationaux et leurs abords et tous les locaux utilisés pour le trafic international, y compris les locaux de police, de douane et de santé, ainsi que des locaux utilisés pour l'expédition et l'entreposage du fret international et, d'une manière générale, tous les bâtiments et surfaces sous douane réservés au fret international.

TITRE II : DELIMITATION DES ZONES

Article II/1 - Typologie des zones constituant l'aérodrome

L'ensemble des terrains et immeubles constituant l'aérodrome de Tahiti Faa'a est divisé en 2 zones principales :

- Le coté ville qui comporte certaines zones dont l'accès est réglementé ;
- Le coté piste non librement accessible au public dont l'accès est soumis à la possession de titres spéciaux et/ou à des règles particulières. Cette zone englobe une zone de sûreté à accès réglementée (ZSAR) qui est totalement classée partie critique (PCZSAR) et une zone délimitée, le reste de la zone reste en coté piste. Ces zones sont détaillées à l'article II/3. Leurs limites figurent aux plans annexés au présent arrêté. Ils font l'objet d'une signalétique particulière.

Les responsabilités H24 en matière de police sont, pour l'exercice courant, réparties comme suit :

- DPAF/PF : Secteur aérogare du coté piste et secteur P de la PCZSAR jusqu'à la limite externe de l'aérogare ainsi que le coté ville à l'exception des zones réglementées nord et sud telles que définies aux articles II/2.2 et II/2.3 ;
- BGTA : zones réglementées nord et sud du coté ville et PCZSAR sauf son secteur P pour sa partie interne à l'aérogare.

Les nouveaux aménagements ainsi que les modifications même momentanées, des accès ou des limites de ces zones sont soumis à l'accord préalable du directeur du SEAC/PF après avis des services intéressés. Les modifications font l'objet d'une publication et d'une signalisation particulière.

Article II/2 – Le coté ville

La zone coté ville comprend toute la partie de l'aéroport accessible au public, ainsi que deux zones réglementées par l'autorité compétente pour des raisons relatives à l'ordre public, la sûreté, la sécurité et la salubrité.

II/2 - 1 La zone publique

Elle est constituée notamment par :

- Les locaux des aérogares accessibles au public ainsi que les zones d'activité implantées à l'extérieur de la zone coté piste,
- Les locaux de chargement et de déchargement de l'aérogare de fret, non situés coté piste,
- Les parcs de stationnement pour véhicules ouverts au public,
- Le parc de stationnement des véhicules soumis à la possession d'une carte d'accès délivrée par l'exploitant,
- Les emplacements réservés aux taxis, aux véhicules de location ou de transport en commun,
- La voie routière publique et ses dépendances ouvertes à la circulation publique,
- Les locaux de l'exploitant d'aérodrome, des transporteurs aériens, et des assistants en escale non situés coté piste,
- Les locaux des différents services de l'état et des services territoriaux non situés coté piste.

II/2 - 2 La zone réglementée Sud

Elle est constituée par les terrains situés entre la bordure nord du canal au sud-est des installations aéroportuaires et la limite de l'emprise aéroportuaire.

II/2 - 3 La zone réglementée Nord

La zone Nord s'étend de la barrière d'accès à la route de contournement à l'ouest jusqu'au lagon à l'est. Elle est limitée au nord par le lagon et au sud par une clôture délimitant la zone de sûreté à accès réglementé. Elle comprend :

- Le dépôt d'hydrocarbures,
- La fourrière pour les véhicules en stationnement irrégulier,
- Certaines surfaces dédiées à des activités professionnelles ou associatives,
- Certains bâtiments et installations du SEAC/PF, de la météorologie ou de l'exploitant d'aérodrome,
- Le Point d'Importance Vitale constitué de la centrale électrique et des installations techniques de la navigation aérienne, bénéficiant d'une protection d'accès renforcée, et dénommé secteur NAV.

Article II/3 Le coté piste

Le coté piste comporte toute la partie de l'aérodrome non librement accessible au public pour des motifs de sécurité et de sûreté. Cette zone est délimitée sur toute sa périphérie par une clôture, par du concertina, par des bâtiments ou par un cloisonnement à l'intérieur des bâtiments. Tous les accès entre le coté ville et le coté piste sont verrouillés ou réglementés.

Les bâtiments limitant le coté piste sont également soumis à des contraintes concernant les ouvertures : toutes les fenêtres doivent être fixes et pour celles accessibles directement depuis l'extérieur (rez-de-chaussée, escalier d'accès) munies de barreaux ou être blindées.

Les accès vers les toitures et terrasses de ces bâtiments sont également réglementés.

Le coté piste se déploie entre le lagon au nord et le coté ville au sud. Il comporte une partie nord plus particulièrement dédiée aux activités d'aviation de loisirs, privée, à la demande et d'affaires et une partie sud consacrée aux activités commerciales régulières.

Il est constitué par du coté piste simple correspondant au secteur aérogare défini ci-dessous, une zone délimitée de type ZSAR (secteur aviation de loisirs) et par la partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé qui comporte :

Au Nord

- les bâtiments abritant le matériel et le service de sécurité et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA),
- les hangars et installations industrielles utilisées par les compagnies aériennes ou d'autres usagers.

Au Sud

- le centre industriel et le garage de la compagnie Air Tahiti,
- Le centre industriel de la compagnie Air Tahiti Nui,
- Une partie de l'aérogare de fret,
- Une partie des aéroports domestique et internationale.

Par ailleurs, afin de limiter l'accès aux personnes autorisées, un découpage fonctionnel et un découpage sûreté sont réalisés. Ces découpages figurent sur le plan de délimitation du coté piste annexé au présent arrêté.

II/3 - 1 Découpage fonctionnel

Il concerne :

- En PCZSAR, l'aire de mouvement, destinée aux manoeuvres des aéronefs à la surface, qui comprend les secteurs :
 - MAN : composé de l'aire de manoeuvre comportant la piste d'envol et d'atterrissage avec ses prolongements d'arrêt et la bande dégagée associée à ses surfaces ainsi que des voies de circulation reliant les aires de stationnement à la piste et leurs bandes dégagées. Le cheminement permettant de relier les zones TRA nord et sud est cependant considéré comme secteur TRA au niveau des voies de traversée de la piste.
 - TRA : il est composé des aires de trafic, de la route de servitude et des aires de desserte des bâtiments ainsi que des postes de stationnement hors exploitation de l'aéronef (en exploitation le secteur devient alors 'A' dans la partie sud de l'aérogare cf. II/3-2).
- En zone délimitée, le secteur AVL (aviation de loisirs) qui comporte actuellement deux hangars occupés par des associations loi 1901.
- En coté piste simple, le secteur AER (aérogare) qui comporte :
 - Le hall départ des passagers des vols internationaux compris entre le contrôle d'immigration effectué par la police aux frontières et les postes d'inspection/filtrage des passagers et des bagages de cabine (limite de la PCZSAR – secteur sûreté P),
 - Le hall d'arrivée des passagers des vols internationaux, compris entre l'entrée dans le bâtiment de l'aérogare (limite de la PCZSAR – cheminement passagers correspondant au secteur de sûreté P) et les postes de la police aux frontières dévolus aux contrôles d'immigration,
 - Le hall de livraison des bagages de soute des vols internationaux à l'arrivée,
 - Le hall d'arrivée des passagers des vols domestiques.

Les halls internationaux sont des secteurs sous frontières.

II/3 - 2 Découpage sûreté

Quatre secteurs de sûreté sont considérés comme particulièrement sensibles au regard de la sûreté. Ils sont tous situés dans la partie sud de l'aéroport.

- Secteur A (aéronef) : intérieur de l'aéronef en exploitation et aire de stationnement de l'aéronef délimitée par la zone d'évolution contrôlée (ZEC) ou par le périmètre de sécurité (ombre portée de l'avion). L'escalier permettant d'accéder à l'avion est également inclus dans le secteur A lorsqu'il est au contact de celui-ci.
- Secteur B (bagage) : zones de sécurisation et de traitement au départ et en correspondance des bagages de soute : inspection/filtrage, tri, lieux de stockage, carrousels départ, chariots à bagages et circuit de circulation des chariots de la zone de sécurisation. au secteur A de l'aéronef ;
- Secteur F (fret) : zones de conditionnement et de stockage du fret au départ, chariots fret et circuit de circulation des chariots de la zone de conditionnement et de stockage au secteur A de l'aéronef ;
- Secteur P : zones d'attente et de circulation des passagers entre les postes d'inspection/filtrage des passagers et des bagages de cabine et la sortie de l'aérogare jusqu'à la limite du secteur A de l'aéronef ; L'acheminement des passagers pendant l'embarquement et le débarquement y compris les cheminements à pied est inclus dans le secteur P. A l'arrivée ce secteur comprend les zones de circulation des passagers depuis l'aéronef jusqu'aux dispositifs anti-remontée de flux.

TITRE III : ACCES ET CIRCULATION DES PERSONNES ET DES BIENS

Article III/1 : Accès coté ville

III/1 - 1 Dispositions générales

L'accès aux bâtiments, locaux ou installations situés coté ville, ainsi qu'à leurs voies de desserte, peut être réglementé par l'autorité compétente :

- Le directeur du SEAC/PF peut, si les circonstances l'exigent, interdire totalement ou partiellement l'accès du coté ville au public (personnes et véhicules) ou limiter l'accès des locaux aux personnes dont la présence se justifie par une obligation professionnelle. Il avise immédiatement le service chargé de la police coté ville des mesures prises.
- L'exploitant de l'aérodrome peut subordonner l'accès ou l'utilisation de plusieurs parties du coté ville à la délivrance d'une autorisation ou au paiement de redevances.
- Toutes les personnes appelées à travailler en permanence côté ville peuvent être munies d'un titre d'accès si la direction de l'aérodrome l'exige. Les conditions de délivrance font, dans ce cas, l'objet d'une décision spécifique.
- L'accès à certains locaux peut être restreint.

III/1 - 2 Modalités particulières d'accès à la zone réglementée Nord

L'accès est réservé aux personnes justifiant d'une activité dans cette zone. Les conditions d'accès pourront être précisées dans une décision d'application si les circonstances l'exigent.

III/1 - 3 Modalités particulières d'accès au PIV

Le Point d'Importance Vitale est enclavé dans la zone règlementée Nord. Les différents bâtiments le constituant sont sous la protection d'un système automatique de contrôle d'accès. Les titres de circulation y donnant accès sont matérialisés par des badges porteurs de la mention NAV (cf. article III/2-3).

Le bon fonctionnement et la surveillance de ces accès privatifs sont placés sous la responsabilité du Service de la Navigation Aérienne du SEAC/PF.

Les conditions d'accès en sont fixées dans une décision d'application.

III/1 - 4 Modalités particulières d'accès au salon d'honneur de l'aérogare internationale

L'accès au salon d'honneur situé au rez-de-chaussée de l'aérogare internationale est sous la responsabilité de l'exploitant d'aéroport. Dans le cadre d'un usage permettant le départ de passager, l'utilisation est coordonnée avec la DPAF, ce salon permettant l'accès en zone coté piste AER, en aval des postes de contrôle de la DPAF.

Article III/2 : Règles générales d'accès et de circulation dans les zones coté piste

III/2 - 1 Dispositions générales

III/2-1.1 Accès communs et d'exploitation

L'accès aux zones coté piste est protégé par des accès communs ou d'exploitation. La circulation n'y est autorisée qu'à partir de ces points d'accès et sous réserve du respect des cheminements définis par les consignes d'exploitation de l'exploitant de l'aéroport et des conditions fixées tant par les règlements de la circulation aérienne que par les mesures particulières d'application édictées par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Le bon fonctionnement et la surveillance des accès communs et d'exploitation sont placés sous la responsabilité de l'exploitant de l'aéroport de Tahiti Faa'a. Ils comprennent les accès situés en aérogare et hors aérogare. La bonne utilisation de ces accès est de la responsabilité des personnes conformément aux dispositions décrites dans la décision d'application relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

La liste exhaustive des accès autorisés, des zones auxquelles ils donnent accès, des catégories de personnes, véhicules et biens autorisés à les emprunter, de leurs horaires d'exploitation et du type d'équipement mis en place figure dans la décision d'application relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

L'exploitant d'aéroport met en place une signalétique adaptée à la nature de la zone (coté piste, zone délimitée ou PCZSAR) à tous les accès autorisés coté piste.

III/2-1.2 Accès privatifs

Les accès privatifs sont sous la responsabilité de l'utilisateur en bénéficiant.

Les accès aux Parties Critiques de la ZSAR via ces accès privatifs sont soumis aux mêmes dispositions que les accès communs telles que précisées dans le présent arrêté et ses décisions d'application en conformité avec la réglementation en vigueur.

La liste exhaustive de ces accès autorisés, des zones auxquelles ils donnent accès, des catégories de personnes, véhicules et biens autorisés à les emprunter, de leurs horaires d'exploitation et du type d'équipement mis en place figure dans la décision d'application relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

III/2 - 2 Catégories de personnes et de biens autorisés

- Les passagers d'un vol commercial munis d'un titre de transport valide ;
- Les passagers d'un vol privé, lorsqu'ils sont placés sous la conduite du pilote de l'aéronef ou son représentant ;
- Les personnels autorisés ;
- Les navigants professionnels, privés et élèves pilotes dans le cadre d'un vol ;
- Les membres d'associations ou les invités de l'aviation de loisirs ;
- Les services compétents de l'état pour l'exercice de leurs fonctions ;
- Les services médicaux d'urgence et les services de secours ;
- Les marchandises.

L'accès des personnels est limité à l'exercice effectif d'une activité professionnelle.

L'autorisation pour les navigants n'est valable que pour le déplacement entre l'aérogare ou le point d'entrée en PCZSAR et l'aéronef.

Les membres d'associations ou les invités ne peuvent accéder qu'en zone délimitée.

III/2 - 3 Titres d'accès

La description des différents types de titres d'accès ainsi que leurs conditions de délivrance et d'utilisation sont fixées dans la décision d'application relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

Les titres d'accès de type badge électronique permettent, sauf cas particulier, de déclencher l'ouverture des accès en fonction des droits détenus. La couleur des badges permet de différencier ces droits ainsi que les secteurs particuliers autorisés en fonction des trigrammes précisés sur le badge :

- Badge BLEU FONCE permettant uniquement l'accès au coté piste. Un trigramme précise le secteur accessible (AER pour Aérogare)
- Badge SAUMON permettant l'accès à la PCZSAR à l'exception des secteurs sûreté et à la zone NAV située en zone réglementée (en fonction des droits accordés par le SEAC/PF).
- Badge ROUGE permettant l'accès à tout ou partie de la PCZSAR en fonction des secteurs sûreté attribués (A, B, F, P) et à la zone NAV (en fonction des droits accordés par le SEAC/PF).
- Badge VERT : permettant l'accès accompagné pendant 24 heures. Les secteurs autorisés sont identiques à ceux de la personne accompagnatrice. Ce type de badge ne permet pas l'ouverture des accès équipés d'une antenne de lecture.
- Badge JAUNE permettant l'accès à une partie de la PCZSAR dans le cadre d'un chantier ou à la zone délimitée AVL.

III/2 - 4 Contrôle permanent des titres d'accès

Le titre de circulation permettant d'accéder et de circuler coté piste doit être présenté à toute demande des agents des services de l'Etat et des agents de sûreté.

Les services de l'Etat ou l'exploitant peuvent demander à toute personne circulant dans une des zones situées coté piste de justifier de son identité. A cet effet, une pièce d'identité avec photographie devra être présentée en plus du titre de circulation.

En cas d'utilisation d'un titre d'accès accompagné (vert), la présence constante de la personne accompagnante désignée possédant elle-même un titre permanent valide pour la ou les zones de visite est obligatoire. De surcroît

l'autorisation remise par le service ayant délivré le badge accompagné doit être présentée à toute demande des services de l'Etat ou des agents de sûreté.

III/2 - 5 Secteurs sous contrôle de frontières

Tous les passagers à l'arrivée des vols internationaux doivent être présentés au contrôle transfrontière mis en oeuvre par la DPAF/PF, au contrôle douanier et aux contrôles mis en oeuvre par le service du développement rural (phytosanitaire, vétérinaire). Le contrôle transfrontière s'applique également au départ des vols internationaux.

Pour la mise en oeuvre de ces contrôles au profit des vols d'aviation générale ou privée, le transporteur aérien ou l'entreprise opérant pour son compte sont chargés d'informer ces différents services selon des modalités définies par les services concernés.

Les salles ou les zones placées sous le contrôle du service des douanes et de la DPAF/PF ne sont accessibles aux passagers que durant les horaires prévus, aux personnels des services publics et de l'exploitant de l'aérodrome dans le cadre de leur stricte activité professionnelle, aux sociétés d'assistance, et aux transporteurs aériens ainsi qu'aux personnes autorisées à y pénétrer pour raison de service.

Article III/3 : Modalités d'accès aux zones coté piste

III/3 - 1 Zone coté piste AER

L'accès est autorisé aux passagers et personnel navigant professionnel à l'arrivée ou au départ d'un aéronef en exploitation ainsi qu'aux personnes justifiant d'une raison valable permanente matérialisée par un badge donnant les droits d'accès à cette zone. Tout autre accès (cf. décision relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste) est de la responsabilité :

- Pour la zone aérogare « domestique » : de l'entreprise de transport aérien lors de l'arrivée d'un vol et de l'exploitant d'aéroport en dehors de ces horaires.
- Pour la zone aérogare « internationale » : des services de l'Etat concernés pendant leurs heures d'activité et de celle de l'exploitant d'aéroport en dehors de ces heures d'activité.

Les dispositions prévues aux articles III-2.5 lui sont applicables.

III/3 - 2 Zone délimitée AVL

L'accès est autorisé aux titulaires d'un titre de circulation leur donnant les droits d'accès dans cette zone, aux passagers et invités sous leur contrôle permanent ainsi qu'aux membres titulaires d'une carte de membre délivrée par les associations concernées, dans le respect des conditions définies dans la décision relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste. En particulier tout accès est subordonné à un contrôle préalable des titres et à une inspection/filtrage.

III/3 - 3 Parties critiques de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR)

L'accès à la PCZSAR par les accès communs/d'exploitation ou privatifs est subordonné au contrôle de la validité des titres d'accès et à une inspection/filtrage selon les modalités précisées dans la décision d'application relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste. En particulier les contrôles suivants sont effectués :

- Passagers : une vérification de la concordance entre le document de transport et une pièce d'identité comportant une photographie est effectuée avant d'autoriser l'embarquement
- Titulaires d'un titre d'accès : la vérification porte sur la validité du titre présenté pour le secteur concerné et la concordance du titre et de son porteur.

Toute personne circulant en PCZSAR doit porter un vêtement réfléchissant sur lequel figure l'identification de la personne morale l'employant sauf :

- Dans les cheminements piétons matérialisés (tonnelles, cheminement du PIF dispatch vers le bâtiment direction technique ATN) ;
- Pour les personnels au sol lors des procédures d'embarquement /débarquement de passagers ;
- Pour les personnels opérant à bord des avions ;
- Pour les services de l'Etat en uniforme et les Personnels Navigants dans le cadre d'un vol ;
- Pour les passagers.

III/3 - 4 Procédures particulières

III/3 - 4.1 Exemptions d'inspection/filtrage

Sans préjudice des dispositions relatives au contrôle des accès en PCZSAR, et sauf situations exceptionnelles décrétées par les autorités compétentes, les dispositions relatives à l'inspection/filtrage des personnels ne s'appliquent pas pour les personnes suivantes :

- les fonctionnaires des services de police, les agents des douanes, les militaires de la gendarmerie, en uniforme et exerçant sur l'aérodrome, ainsi que les personnes qu'ils escortent le cas échéant ; en particulier sont exemptés les militaires en tenue ou les membres du corps préfectoral en tenue du haut-commissariat, dans le cadre des missions opérées vers les îles.
- les personnels des services de secours en intervention.

Lorsque l'inspection/filtrage est envisagée, elle ne peut en tout état de cause être réalisée que par un officier de police judiciaire ou par un agent de police judiciaire sous contrôle d'un officier de police judiciaire ou par un agent des douanes.

III/3 - 4.2 Outils métier

Des procédures spécifiques, précisées dans la décision d'application relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste, permettent l'introduction d'articles prohibés dans le cas où leur utilisation est nécessaire au fonctionnement des installations aéroportuaires ou de l'aéronef ou pour assurer des fonctions en vol.

III/3 - 4.3 Accueil et accompagnement des personnalités

Toute procédure officielle d'accueil à l'arrivée ou d'accompagnement au départ fait l'objet d'une communication préalable aux services de l'Etat par les services du haut-commissariat.

Dans ce cadre, les services de l'Etat et les agents et cadres du haut-commissariat peuvent escorter les personnes chargées de l'accueil des personnalités en PCZSAR. Les personnes escortées peuvent être dispensées de l'inspection/filtrage. Ainsi conformément à la circulaire 0774418 C du 12 mars 2008 :

- le chef de l'Etat français en exercice,
- les anciens chefs d'Etat français,
- le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, les ministres du Gouvernement français, en exercice,
- les chefs d'Etat et les chefs de gouvernement étrangers en exercice et, sur saisine du protocole, les anciens chefs d'Etat, les ministres des Affaires Etrangères en exercice,

ainsi que leur conjoint et leurs enfants, lorsqu'ils les accompagnent, sont exemptés des mesures d'inspection/filtrage dans le cadre de leurs déplacements officiels ou privés. Ces mesures d'exemption s'appliquent également aux bagages de cabine des personnes mentionnées supra.

La Gendarmerie des Transports Aériens assure, en PCZSAR, les missions qui lui reviennent à l'occasion de l'accueil des personnalités de haut rang.

Les modalités de ces procédures d'accueil et d'accompagnement sont détaillées dans la décision d'application relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

III/3 - 4.4 Autres procédures

Les chantiers, les évacuations sanitaires, le transport de dépouilles, les prises de vues et reportages, les visites ou les manifestations exceptionnelles font également l'objet de procédures particulières, décrites dans la décision d'application relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

III/3 - 5 Tests de performance en situation opérationnelle (TPSO)

En matière d'inspection/filtrage des passagers et des bagages de cabine et d'inspection/filtrage des personnels et des objets transportés, l'employeur des agents de sûreté réalise des tests de performance en situation opérationnelle.

Ces tests sont mis en œuvre sur l'ensemble des accès communs aux postes d'inspection/filtrage dédiés au traitement des passagers et des personnels sur lesquels l'employeur est susceptible d'affecter l'un de ses agents de sûreté. Ces tests correspondent à des tentatives d'introduction d'articles prohibés en zone de sûreté à accès réglementé.

Leur objectif est d'évaluer le niveau de performance de détection des agents de sûreté.

L'employeur des agents de sûreté est tenu d'élaborer un protocole de mise en œuvre de ces tests suivant les recommandations définies au plan national par la direction générale de l'aviation civile dans le « guide relatif aux

procédures de tests de performance en situation opérationnelle des entreprises exerçant des activités d'inspection/filtrage ».

Ce protocole est approuvé par le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, après avis des services compétents de l'Etat présents sur la plate-forme.

En matière d'inspection/filtrage du fret et des bagages de soute, deux types de tests sont envisageables :

- Les tests déclarés, consistant à injecter un colis contenant des articles prohibés dans l'appareil de détection et à vérifier la capacité de l'opérateur à reconnaître le type d'article. Le testeur dans ce cas est connu de l'opérateur et le colis récupéré en sortie de l'équipement.
- Les tests secrets, nécessitant l'élaboration d'un protocole pour s'assurer que le colis pourra être récupéré à l'issue du test.

Pour la réalisation des tests mentionnés, hormis les tests déclarés, seules les personnes dûment mandatées par l'employeur des agents de sûreté, en qualité de testeur et identifiées auprès du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, sont autorisées à introduire des articles prohibés en zone de sûreté à accès réglementé.

III/3-6 Dérogations par rapport aux normes de base communes en matière de sûreté

Les vols domestiques commerciaux opérés au départ de l'aérogare domestique bénéficient des dérogations suivantes :

- la fouille de chaque aéronef est effectuée avant la première rotation matinale. Les vols effectuant ensuite des rotations continues vers les îles, le personnel navigant vérifie à chaque escale que les passagers n'oublient rien à bord.
- Les liquides, aérosols et gels ne font pas l'objet de restriction d'emport, autre que celles relatives aux matières dangereuses.

Les vols internationaux en provenance de pays tiers non listés à l'appendice 3-B de l'annexe du règlement (UE) n° 185/2010, effectuant une escale courte avant de repartir à leur point de départ, sont exemptés de fouille. Le personnel navigant est chargé de vérifier que les passagers n'ont rien oublié à bord.

TITRE IV : CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES

Article IV/1 : Circulation et stationnement coté ville

Les conducteurs de véhicules circulant coté ville dans les limites de l'aérodrome, y compris dans les parkings publics, sont tenus de se conformer aux règles du Code de la Route en vigueur en Polynésie française et notamment au respect de la signalisation horizontale et verticale.

Conformément au dernier alinéa de l'article R. 213-3 du code de l'aviation civile, les mesures particulières d'application relatives au plan de circulation et de stationnement ainsi qu'à la signalisation routière horizontale et verticale de police associée sur l'emprise de l'aérodrome de Tahiti Faa'a sont édictées par le directeur du SEAC/PF ou son représentant, sur proposition de l'exploitant d'aérodrome et après consultation de la DPAF.

Les modifications momentanées ou permanentes de la voirie, toutes les fois qu'elles génèrent une restriction de circulation ou de stationnement, doivent être préalablement portées à la connaissance du SEAC/PF, de la BGTA et de la DPAF/PF.

Par délégation du haut-commissaire de la République, le directeur du SEAC/PF fixe, sur proposition de l'exploitant de l'aérodrome :

- la limite des parcs publics ;
- les emplacements affectés aux véhicules officiels, aux véhicules de service et aux véhicules des personnels travaillant sur l'aérodrome autorisés à y stationner ;
- les emplacements spécifiques affectés aux taxis, voitures de louage et véhicules de transport en commun autorisés ainsi que les conditions d'utilisation de ces différents emplacements.

IV/1 - 1 Accès et circulation

L'accès est limité aux véhicules des usagers et visiteurs de l'aérodrome. La vitesse des véhicules y est limitée à 30 km/h sur les voies d'accès conformément à la signalisation, et à 15 km/h sur les parkings.

L'accès devant les halls est réglementé par affectation des voies composant la chaussée :

- 2 voies réservées à la circulation ;
- 1 espace réservé à la dépose minute, permettant aux véhicules de déposer leurs passagers.

IV/1 - 2 Stationnement

Le stationnement des véhicules est interdit en dehors des parcs et emplacements prévus à cet effet.

Toutefois, l'arrêt minute est toléré devant l'aérogare sur la voie réservée à cet effet durant la dépose des passagers et la prise de leurs bagages, le conducteur devant rester aux commandes du véhicule.

Le stationnement en bordure d'aérogare est réglementé par des marquages au sol et des panneaux de signalisation.

Il est interdit de faire pénétrer des véhicules personnels, notamment des cycles et motocycles dans les bâtiments de l'aérodrome à usage non exclusif. Ces véhicules doivent obligatoirement stationner dans les parcs ou garages réservés à cet effet.

Il est interdit de procéder à des réparations ou à des nettoyages de véhicules, de nature privée, sur l'ensemble des parcs de stationnement.

Le stationnement abusif sur les emplacements réservés à un service public sera réputé gênant et à ce titre réprimé.

Conditions générales :

- Le stationnement dans les parcs prévus à cet effet doit se faire aux emplacements délimités au sol. Le stationnement abusif en dehors de ces emplacements sera réputé gênant et à ce titre poursuivi conformément au présent arrêté.
- Le stationnement dans les parcs prévus à cet effet se fait aux conditions définies dans le règlement intérieur des parcs, affiché à l'entrée de ceux-ci.
- Il est créé, au bénéfice des personnes titulaires de la carte de stationnement pour personnes handicapées, des emplacements de stationnement aménagés qui leur sont réservés.
- La durée du stationnement hors abonnement est strictement limitée à la durée de la présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour. Cette disposition ne concerne pas les véhicules de service lorsqu'ils stationnent aux emplacements qui leur sont affectés, ni aux véhicules stationnant dans des parcs ou installations à usage exclusif.

- Le stationnement peut, selon les emplacements, être limité à une durée particulière, annoncée par une signalisation appropriée.
- L'usage des parcs de stationnement réservés aux véhicules privés et des emplacements réservés aux taxis, aux voitures de louage, aux véhicules de transport en commun peut être subordonné au paiement d'un droit. Le stationnement des voitures de louage et de transport en commun est interdit en dehors des emplacements réservés ou prévus à cet effet.

Cas particuliers :

- Taxis de l'aéroport : les autorisations de stationnement de taxis sur l'aérodrome de Tahiti Faa'a dans l'attente de la clientèle sont délivrées par l'exploitant, qui peut définir des obligations particulières auxquelles doivent se soumettre les taxis autorisés.
- Véhicules de livraisons : les véhicules des entreprises de transports assurant un service régulier de livraison, préalablement recensés par l'exploitant de l'aérodrome et suivant les demandes enregistrées ne peuvent accéder à la voie de bordure de l'aérogare que dans les conditions définies par le plan de circulation.
- Autres véhicules de service : Les entreprises qui n'assurent que ponctuellement des livraisons spécifiques ou les entreprises qui assurent, dans le cadre de travaux recensés par l'exploitant de l'aérodrome, le transport, le déchargement, le chargement de matériaux, doivent se conformer aux conditions définies par le plan de circulation. D'une manière générale, le stationnement est limité aux opérations de chargement ou de déchargement telles que définies dans la requête adressée à l'exploitant de l'aérodrome.
- Accueil de personnalités : la gestion des zones de stationnement s'effectue sous contrôle de la DPAF, après concertation avec l'exploitant de l'aéroport.

IV/1 - 3 Zone règlementée Nord

La route de contournement permettant d'accéder à la « zone nord » est interdite aux piétons et aux cyclistes. Une dérogation peut toutefois être accordée à ces derniers par le directeur du SEAC/PF sous conditions.

La circulation des véhicules s'effectue sans contact radio avec la tour de contrôle, sauf décision contraire du directeur du SEAC/PF.

La partie de la route interférant avec la bande aménagée est délimitée par des barrières levantes équipées d'un feu de signalisation rouge et d'un signal d'avertissement sonore. En cas d'abaissement des barrières, toute pénétration dans cette partie critique est interdite.

Dans tous les cas, avant de pénétrer dans la partie critique interférant avec la bande aménagée, le conducteur du véhicule doit s'assurer de l'absence d'aéronef en évolution au voisinage de la route.

Le demi-tour, le stationnement et l'arrêt sur la route sont interdits sauf aux emplacements prévus à cet effet.

IV/1 - 4 Fourrière

Sur prescription d'un officier de police judiciaire des services compétents de l'Etat, les véhicules en stationnement irrégulier dans la zone publique peuvent, aux frais de leur propriétaire, être mis en fourrière dans la zone règlementée Nord. Ils ne sont rendus à leur propriétaire qu'après remboursement des frais exposés pour leur enlèvement et paiement d'une redevance pour l'emplacement occupé.

Les règles de gestion de la fourrière seront définies dans un arrêté spécifique.

Article IV/2 : Circulation et stationnement en PCZSAR

Les dispositions contenues dans le Code de la Route en vigueur en Polynésie française s'appliquent en PCZSAR. Les conducteurs de véhicules autorisés à y pénétrer sont tenus de se conformer à ces règles particulières et notamment au respect de la limitation de vitesse et de la signalisation horizontale et verticale mise en place et entretenue par l'exploitant d'aérodrome.

De surcroît, en raison des procédures et aménagements spéciaux liés à l'activité aéronautique, des dispositions particulières s'appliquent à la circulation dans certains secteurs de la PCZSAR. C'est pourquoi, avant toute prise de fonction en PCZSAR, l'employeur doit faire suivre une formation à tout agent ayant la nécessité de conduire sans accompagnement un véhicule ou un engin sur un aérodrome.

Seuls les véhicules munis d'une autorisation spécifique sont admis à pénétrer coté piste. Ces conditions s'appliquent sans préjudice des dispositions du plan de secours spécialisé d'aérodrome en ce qu'elles concernent l'accès en PCZSAR des véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

IV/2 - 1 Autorisation de conduite

Toute personne détenant une autorisation pour elle-même et pour son véhicule pour pénétrer en zone coté piste ne peut y circuler seule que si elle a été formée à cet effet par son employeur ou tout organisme sous traitant.

A ce titre, elle doit détenir une attestation de formation précisant :

- la date de la formation
- la zone autorisée à circuler
- le nom du formateur
- la durée de validité de la formation dispensée.

A défaut de détenir cette autorisation, elle doit être accompagnée par une personne la détenant.

IV/2 - 2 Autorisations d'accès des véhicules en PCZSAR

- Autorisations délivrées par le directeur du SEAC/PF par délégation du haut-commissaire de la République :
 - autorisation permanente :
Il s'agit des véhicules et engins spéciaux qui, hormis pour des besoins de dépannage ou d'entretien non réalisables sur site, demeurent en PCZSAR.
 - autorisation annuelle :
Il s'agit des véhicules utilisés de manière fréquente pour les besoins des services de l'Etat basés sur l'aérodrome, de l'exploitation, des contrôles et de la maintenance.
 - autorisation temporaire :
Il s'agit des véhicules utilisés de manière épisodique pour les besoins de l'exploitation, des contrôles et de la maintenance.

- Autorisation journalière délivrée par la BGTA pour une durée de 24 heures au maximum.

Il s'agit des véhicules ayant un besoin particulier d'accès pour effectuer une livraison ou une visite, en général en association avec une demande de titre de circulation accompagné (badge vert).

Ces autorisations sont délivrées selon les procédures définies dans la décision relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

- Véhicules escortés par la BGTA

Ces véhicules peuvent être dispensés de laisser-passer et d'inspection/filtrage selon les modalités précisées dans la décision relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

IV/2 - 3 Règles de circulation et de stationnement

- Emport minimal dans les véhicules se déplaçant sur l'aire de manœuvre
Tout véhicule se déplaçant sur l'aire de manœuvre et sur les surfaces encloses par l'aire de manœuvre doit être muni :
 - d'un balisage lumineux à éclats de type gyrophare
 - d'une liaison radio en émission / réception sur la fréquence publiée à la documentation d'information aéronautique.
- Règles de sécurité
Les conducteurs de véhicules sont tenus de laisser, en toutes circonstances, la priorité aux aéronefs, aux passagers et aux piétons.
Les conducteurs de véhicules se conforment à la signalisation existante et obtempèrent aux injonctions que peuvent leur donner les agents relevant du prestataire de service de la navigation aérienne, de l'exploitant de l'aérodrome, de la Police nationale, de la Gendarmerie nationale ou des Douanes.

TITRE V : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Article V/1 – Dispositions générales

V/1 – 1 Protection des bâtiments et des installations

Chaque hangar, bâtiment ou local mis à la disposition de tiers doit être équipé, par l'occupant, de dispositifs de protection contre l'incendie selon la réglementation en vigueur et applicable à l'occupant notamment en raison de son activité - extincteurs, caisses de sable, pelles, gaffes - dont la quantité, les types et les capacités doivent être en rapport avec l'importance et la destination des locaux.

Le contrôle périodique des extincteurs, leur remplacement et leur remise en état incombent à l'occupant des lieux.

L'occupant des lieux doit apposer dans ses locaux des consignes de sécurité et d'évacuation à jour permettant la localisation et les dispositions à prendre en cas d'incendie en attendant l'arrivée des pompiers. Ces consignes doivent rappeler les conditions d'emploi des moyens à mettre en œuvre pour attaquer le foyer d'incendie en attendant l'arrivée des secours.

L'occupant des lieux doit s'assurer que seront dispensées annuellement à son personnel des formations de sécurité adaptées pour l'utilisation des extincteurs et l'évacuation des personnes.

Il est formellement interdit d'utiliser les bouches d'incendie et autres moyens de secours pour un usage autre que la lutte contre l'incendie. Le non-respect de cette disposition est passible d'une amende, conformément à l'article R. 610-5 du code pénal (contravention de première classe).

Il est interdit d'apporter des modifications aux installations électriques et aux fusibles sans autorisation préalable de l'exploitant de l'aérodrome pour les installations dont il a la gestion et du chef de service utilisateur pour des installations exploitées par l'Etat.

Les matériaux combustibles inutilisés, tels que les emballages vides, doivent être évacués dans les meilleurs délais.

Il est interdit de conserver des chiffons gras ou des déchets inflammables dans des récipients combustibles et non munis de couvercles ou ayant contenu des produits combustibles.

Les appareils susceptibles d'être portés à une température élevée ne peuvent être installés au voisinage de matière combustible à moins d'en être séparés par un écran incombustible apte à s'opposer à leur échauffement. En particulier les lampes d'éclairage doivent être suffisamment isolées pour qu'un tel risque soit inexistant. Toute installation qui porterait obstacle à la dissipation de la chaleur dégagée par les appareils en question est interdite.

V/1 – 2 Dégagement des accès

Toutes les voies d'accès aux différents bâtiments doivent être dégagées de manière à faciliter l'évacuation et permettre l'intervention rapide du service de sécurité contre l'incendie.

Les bouches d'incendie et leurs abords, ainsi que les différents regards de visite, quelle que soit leur nature, doivent être dégagés et accessibles en permanence.

Les accès aux robinets d'incendie armés, aux organes de commande des installations fixes de lutte contre l'incendie et à tous les moyens d'extinction, doivent rester dégagés en permanence.

Les marchandises et objets entreposés à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, ateliers et hangars doivent être rangés avec soin, de telle sorte qu'ils n'entravent pas la circulation et ne constituent pas un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie.

V/1 - 3 Matériels électriques

Avant de quitter les locaux, les utilisateurs doivent veiller à ce que les appareils électriques soient éteints afin de s'assurer qu'aucun risque d'incendie ne soit à craindre.

V/1 – 4 Conduits de cheminée

Les cheminées des fourneaux des restaurants et des cantines doivent être ramonées mensuellement. Les filtres à graisse installés sur l'extraction des cuisines doivent être nettoyés au moins une fois par semaine.

V/1 - 5 Plan de prévention : permis de feu

Pour toute intervention d'entreprises extérieures dans un établissement en activité, un plan de prévention est établi par le responsable de l'organisme utilisateur qui doit le déclarer obligatoirement à l'exploitant d'aérodrome avant le début des travaux.

De plus, les travaux par point chaud (tels que soudage, découpage et meulage) doivent faire l'objet de l'établissement d'un permis de feu délivré par l'exploitant d'aérodrome ou tout service désigné par lui, pour chaque travail de ce genre exécuté soit par le personnel de l'organisme, soit par celui d'une entreprise extérieure. Il concerne les travaux réalisés à l'intérieur comme à l'extérieur des bâtiments et installations. Il ne concerne pas les travaux effectués à des postes de travail permanents de l'organisme.

Par ailleurs, l'emploi d'appareils à flamme nue, tels que lampes à souder ou chalumeaux, est interdit dans les locaux et ateliers où se trouvent des produits dangereux, volatils, inflammables ou explosifs ainsi que sur les aires de stationnement à proximité immédiate des aéronefs ou des citernes de carburants.

V/1 - 6 Stockage des produits inflammables

Le stockage de carburants et de tous autres produits inflammables ou volatils doit s'effectuer dans des installations conformes aux règles régissant l'aménagement des dépôts d'hydrocarbures et autres produits inflammables.

Les produits inflammables destinés aux travaux d'entretien (éther, diluants, vernis, peintures) de même que les produits comburants tels que chlorates ou nitrates doivent être stockés dans les locaux spécifiquement aménagés à cet effet, dont l'emplacement et l'aménagement sont soumis à l'approbation de l'exploitant de l'aérodrome. Ils doivent être conservés dans des récipients hermétiques et enfermés dans des armoires normalisées, conçues pour cet usage.

Tout mode de stockage est subordonné à une autorisation particulière de l'exploitant de l'aérodrome.

Il est formellement interdit de constituer à l'intérieur des baraques ou bâtiments provisoires des dépôts de produits ou de liquides inflammables tels qu'essence ou benzine supérieurs à 10 litres au total.

Dans les locaux où les produits inflammables sont normalement employés (ateliers de peinture, salles de nettoyage), la quantité de ces produits admise dans le local est celle nécessaire à une journée de travail. Leur transvasement est interdit à l'intérieur des locaux.

Article V/2 – Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules

V/2 - 1 Interdiction de fumer

Les lieux accueillant du public, tant coté ville que coté piste sont soumis à la réglementation relative à la lutte contre l'abus du tabac et le tabagisme applicable en Polynésie française.

Il est de surcroît formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquets ou d'allumettes :

- dans les hangars recevant des aéronefs, dans les ateliers où sont manipulés des matières inflammables ;
- sur toute l'étendue des aires de stationnement des aéronefs, même lorsqu'il n'est pas effectué d'avitaillement en carburant ;
- à moins de 15 mètres des camions-citernes et soutes à essence ;
- sur l'aire de mouvement ;
- dans le secteur de sûreté B ;
- et en tout autre lieu fixé par le directeur de l'aviation civile ou son représentant.

Il est également interdit de jeter des cigarettes, allumettes ou débris enflammés :

- sur les aires de stationnement des aéronefs ;
- sur les emplacements réservés au stationnement des véhicules ;
- dans les hangars recevant des aéronefs ;

- ainsi que dans les garages et le secteur de sûreté B.

V/2 – 2 Nettoyage des aéronefs

Le nettoyage des aéronefs à l'aide de produits inflammables ne peut être effectué que sur les zones prévues à cet effet.

Ces zones sont décrites dans le manuel d'exploitation des aires de mouvement édicté par l'exploitant d'aérodrome.

Les zones de nettoyage ne sont exploitables qu'après information préalable du SSLIA.

V/2 - 3 Avitaillement des aéronefs en carburant

Les précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes sont définies par les arrêtés du 23 janvier 1980 et du 12 décembre 2000.

Il est interdit de se servir d'un téléphone portable à proximité d'un aéronef en cours d'avitaillement.

Seuls sont autorisés les moyens de communication antidéflagrants.

Les sociétés distributrices de carburants, les compagnies aériennes ainsi que les utilisateurs de la plate-forme sont tenus de se conformer à la législation et aux réglementations en vigueur en matière de stockage, transport, distribution, évacuation et entretien des installations de stockage et de distribution de ces produits. Les dispositions des arrêtés du 12 décembre 2000 et du 19 mars 2002 relatifs aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes sont applicables à l'aéroport international de Tahiti Faa'a.

V/2 - 4 Utilisation des téléphones portables

Il est formellement interdit d'utiliser les téléphones portables :

- sur les aires de stationnement des aéronefs,
- à moins de 15 mètres des camions-citernes et soutes à essence,
- sur l'aire de mouvement,
- en tout autre lieu fixé par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile ou son représentant.

TITRE VI : PRESCRIPTIONS SANITAIRES

Article VI/1. Dépôt et enlèvement des ordures, des déchets industriels et des matières de décharge

Tout dépôt d'ordures, de déchets industriels ou de matières de décharge est interdit sur l'aérodrome en dehors des emplacements prévus et aménagés à cet effet par l'exploitant de l'aérodrome.

Les déchets doivent être mis dans des sacs ou des conteneurs-types validés par l'exploitant de l'aérodrome, munis le cas échéant d'une fermeture efficace permettant d'en interdire l'entrée aux animaux.

En particulier, les déchets alimentaires doivent être rendus totalement inaccessibles.

Le tri des matières déposées dans les sacs ou les conteneurs est interdit.

Les matières présentant un danger particulier ainsi que les objets métalliques, débris de verre et autres susceptibles de provoquer des blessures doivent être déposés dans des conteneurs spécifiques.

Des dépôts permanents doivent être prévus sur la plate-forme pour le service de nettoyage des aéronefs.

Les matières toxiques et, en général, tous les objets présentant un caractère spécial d'insalubrité, sont séparés des ordures ordinaires et incinérés ou évacués dans les meilleurs délais.

Les décharges des déchets industriels destinés à la récupération donnent lieu à une autorisation préalable de l'exploitant de l'aérodrome qui fixe notamment les conditions de stockage et de récupération.

Les décharges des déchets industriels ne pouvant donner lieu à la récupération sont interdites. Ces déchets doivent être évacués par les usagers de l'aérodrome dans les délais les plus courts.

L'exploitant de l'aérodrome peut procéder au nettoyage aux frais de l'occupant s'il est constaté que des locaux ou leurs abords sont tenus dans un état constant de malpropreté.

L'exploitant de l'aérodrome peut procéder au nettoyage aux frais des utilisateurs s'il est constaté que des aires de stationnement et leurs abords sont rendus dans un état de malpropreté par le déversement de liquides tels que carburant, huiles ou tout autre produit lors des opérations d'entretien et de maintenance des aéronefs.

Le SEAC/PF est consulté lors de toute implantation de dépôts ou d'emplacements destinés à recevoir des ordures, des déchets ou des matières de décharge.

Article VI/2. Nettoyage des toilettes des aéronefs

Le nettoyage des toilettes d'aéronefs est effectué par l'entreprise agréée par l'exploitant de l'aérodrome.

Article VI/3. Rejet des eaux résiduaires

Les eaux résiduaires doivent être collectées et traitées dans les installations de l'aérodrome prévues à cet effet, conformément aux dispositions des règlements en vigueur.

Il est interdit de déverser des produits susceptibles d'émettre des vapeurs ou des gaz dangereux, des eaux acides, des huiles, corps gras, essences, gas-oil, fuels, des substances comburantes ou explosives ainsi que des détritiques et immondices dans les canalisations d'égouts ou de drainage, les gouttières, chenaux, bouches d'engouffrement ou regards.

Article VI/4. Substances et déchets radioactifs

La manutention des substances et déchets radioactifs doit s'effectuer conformément aux dispositions du code de la santé publique et du code du travail applicables en Polynésie française.

L'évacuation dans le milieu naturel ou la mise en décharge des déchets radioactifs avec d'autres types de déchets est interdite. Leur enlèvement est du ressort d'un organisme public en charge de la gestion des déchets radioactifs.

TITRE VII : CONDITIONS D'EXPLOITATION COMMERCIALE

Article VII/1 Autorisation d'activité et règles d'exploitation

Sous réserve de l'application des règles de droit commun, aucune activité industrielle, commerciale, artisanale, aéronautique ou associative ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome sans une autorisation d'activité délivrée par l'exploitant de l'aérodrome.

Cette autorisation d'activité peut donner lieu au paiement d'une redevance à l'exploitant de l'aérodrome.

Dès lors que, dans le cadre de l'autorisation d'activité, il doit y avoir demande de titres de circulation et attribution de secteurs sûreté, cette délivrance doit se réaliser conformément aux dispositions fixées dans la décision relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

L'exploitant de l'aérodrome est tenu d'établir et de tenir à jour la liste des entreprises ou organismes autorisés à occuper ou utiliser le coté piste, liste qu'il transmet au SEAC/PF et aux services compétents de l'état.

Ces entreprises sont tenues de respecter les mesures de sécurité, de sûreté et de protection de l'environnement. En cas de manquement commis aux règles et procédures des mesures particulières d'application du présent arrêté, notamment en terme de sûreté et de sécurité, la sanction peut être la cessation de l'activité provisoire ou définitive prise par décision du directeur du SEAC/PF, par délégation du haut-commissaire de la République, après avis de l'exploitant d'aérodrome.

L'entreprise ayant une activité commerciale dans les salles d'embarquement est tenue :

- de présenter à un poste d'inspection/filtrage les biens et produits qu'il fait pénétrer en ZSAR ;
- de surveiller ses locaux ainsi que les biens et produits qu'il utilise ou qu'il commercialise ;
- de ne pas commercialiser des produits ou des articles dont l'import est interdit dans les cabines des aéronefs ;
- de se conformer aux dispositions mentionnées dans la décision relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

Article VII/2 Redevances

L'exploitant de l'aérodrome peut subordonner l'accès ou l'utilisation de certaines parties des zones coté ville ou coté piste au paiement de redevances appropriées au service rendu, conformément aux textes réglementaires en vigueur.

Article VII/3 Ouverture des débits de boissons

Les débits de boissons bénéficiant d'une convention avec l'exploitant sont autorisés dans le respect des licences qui leur sont rattachées à exercer leur activité H24 toute l'année y compris les week-ends et jours fériés, par dérogation au régime normal d'ouverture des débits de boissons. Ces espaces non-fumeurs sont soumis aux règles relatives au commerce des boissons en Polynésie française (délibération modifiée du 4 septembre 1959).

TITRE VIII : POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

Article VIII /1 Dispositions générales

VIII /1 - 1 Interdictions et restrictions diverses

Il est interdit :

- de pénétrer dans l'enceinte de l'aérodrome coté ville ou coté piste en état d'ivresse ou dans une tenue inconvenante et de s'y livrer à la mendicité ;
- de troubler l'ordre ou d'entraver la circulation ou l'exploitation par des bruits, des cris, des rixes, des attroupements ;
- de pénétrer ou de séjourner sur l'aérodrome avec des animaux ; toutefois, sans préjudice de la réglementation relative aux animaux dangereux (la réglementation relative aux chiens de première et deuxième catégorie est applicable dans l'enceinte de l'aéroport, coté ville et coté piste), cette interdiction ne s'applique pas :
 - aux animaux transportés dans les aéronefs à condition d'être accompagnés et tenus en laisse, en cage, en caisse ou en sac ;
 - aux chiens guides d'aveugles ;
 - aux animaux employés pour des missions de sécurité, de sûreté ou de lutte contre le trafic de stupéfiants.

Les frais de nettoyage des salissures éventuelles dues aux animaux sont supportés par le propriétaire ou le gardien de l'animal.

- de nourrir des animaux en divagation ;
- de procéder à des quêtes, sollicitations, expositions, offres de service, pose d'affiches, ventes, distributions d'objets quelconques ou prospectus sauf autorisation spécifique délivrée par l'exploitant de l'aérodrome ;
- de fumer conformément aux dispositions de la loi du Pays n° 2010-2 du 15 mars 2010.

Les prises de sons ou prises de vues y compris aériennes à des fins commerciales sur l'aérodrome sont soumises aux restrictions suivantes :

- Coté ville, déclaration préalable à l'exploitant avec copie au SEAC/PF, qui peut interdire l'activité pour des raisons d'ordre public ou de sécurité ;
- Coté piste, autorisation préalable à soumettre à l'exploitant d'aérodrome selon les modalités détaillées dans la décision relative à la réglementation d'accès aux zones coté piste.

VIII /1 - 2 Colis abandonné

Le terme de colis est utilisé pour désigner indifféremment les bagages (valises, sacs, paquets) et tous objets transportables qui peuvent être rencontrés dans un aéroport ou un aéronef au sol.

Un colis est considéré comme abandonné lorsqu'il est découvert ou signalé dans un lieu quelconque de l'aéroport, hors circuit de traitement des bagages enregistrés, notamment coté ville, et que son propriétaire ne se trouve pas à proximité.

L'exploitant de l'aérodrome est tenu de rappeler régulièrement aux passagers par des annonces sonores et visuelles de surveiller et de conserver auprès d'eux leurs bagages et les biens qu'ils transportent. Chaque fois qu'un colis abandonné est découvert, les annonces sonores dans le secteur concerné sont multipliées afin de faciliter sa récupération rapide par son propriétaire.

Si les recherches pour retrouver le propriétaire restent vaines, l'exploitant informe les services compétents de l'Etat ainsi que le cabinet du haut-commissaire de la République pour qu'ils déclenchent la mise en œuvre de la procédure de neutralisation du colis.

Tout propriétaire identifié d'un colis abandonné est passible des sanctions prévues à l'article R. 282-1 du code de l'aviation civile.

Article VIII /2 Protection de l'aérodrome

Les personnels et entreprises occupant des locaux qui permettent l'accès en ZSAR de l'aérodrome ont la responsabilité de garantir l'étanchéité de ces locaux.

Nonobstant les dispositions de l'article L. 6372-4 du code des transports (sanctions pénales) et les dispositions du code du domaine de l'Etat en cas d'atteinte à l'intégrité du domaine public ou à sa conservation, il est interdit de gêner, entraver ou neutraliser, même momentanément, de quelque manière que ce soit, les procédures et le fonctionnement des moyens matériels visibles, de quelque nature qu'ils soient, contribuant à assurer la sécurité et la sûreté du transport aérien sur l'aérodrome.

Ces infractions peuvent entraîner pour les personnes travaillant sur l'aérodrome les sanctions administratives prévues au titre IX du présent arrêté.

Article VIII /3 Conservation du domaine de l'aérodrome

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter des cigarettes, des papiers ou des débris ailleurs que dans les cendriers, corbeilles ou emplacements prévus à cet effet.

Article VIII /4 Mesures anti-pollution et environnementales

La mise en œuvre des matériels et équipements particulièrement bruyants, y compris les essais de moteurs d'avions et le fonctionnement de moteurs auxiliaires ainsi que toute activité susceptible de provoquer une pollution quelconque incluant les fumées, peuvent faire l'objet de mesures particulières édictées par le service d'Etat de l'aviation civile ou l'exploitant d'aérodrome.

Article VIII /5 Fauchage

A l'exception des services d'entretien de l'aérodrome, peuvent seuls procéder à des activités de fauchage, les titulaires d'autorisations qui leur sont accordées par l'exploitant de l'aérodrome conformément aux dispositions du titre VII du présent arrêté.

L'exercice de ces activités fait en outre l'objet d'éventuelles consignes particulières édictées par le SEAC/PF.

Article VIII /6 Pratique de la chasse

La pratique de la chasse est interdite dans l'enceinte ainsi que sur le rivage maritime de l'aérodrome. Seuls sont autorisés les tirs en vue de prélever ou d'effrayer les animaux nuisibles ou les animaux constituant un danger pour la circulation aérienne dans le respect de la réglementation applicable en matière de prévention du péril animalier sur les aérodromes et de la réglementation fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions en Polynésie française.

Article VIII /7 Pique-nique et camping

La pratique du pique-nique et du camping sous toutes leurs formes est interdite sur l'emprise de l'aérodrome.

Toutefois, une autorisation spéciale, limitée dans le temps, peut être accordée par le directeur du SEAC/PF ou l'exploitant d'aéroport, après avis de la DPAF/PF et de la BGTA.

Article VIII /8 Stockage des matériaux et implantation de bâtiments provisoires

L'apport de matériaux de décharge, les stockages de matériaux volumineux, d'épaves automobiles et objets divers, les implantations de baraques ou abris, sont interdits sur l'emprise de l'aérodrome, sauf autorisation de l'exploitant de l'aérodrome après accord du SEAC/PF.

Cette autorisation ne peut en aucun cas impliquer un droit d'occupation ferme du terrain et ne modifie en rien les responsabilités du propriétaire des matériaux ou baraques en cas d'accident ou d'incendie.

Si l'autorisation est retirée ou dès que la durée prévue a pris fin, les bénéficiaires doivent procéder, à leurs frais, à l'enlèvement des matériaux, objets, baraques ou abris, selon les prescriptions et dans les délais qui leur auront été

impartis. A défaut d'exécution, l'exploitant de l'aérodrome fait procéder d'office à l'enlèvement aux risques et périls des intéressés.

Article VIII /9 Conditions d'usage des installations

L'exploitant de l'aérodrome doit publier, en tant que de besoin, les conditions d'usage des installations dont il a la gestion et notamment rappeler aux usagers desdites installations leur responsabilité, tant par des dispositions insérées dans les contrats d'occupation passés avec les usagers que par des affiches apposées dans les lieux appropriés. L'exploitant de l'aérodrome rappellera notamment aux usagers les règles à appliquer en matière de sûreté et de sécurité, à savoir les dispositions du présent arrêté et les mesures particulières d'application édictées par le directeur du SEAC/PF ou son représentant.

Les dommages causés aux usagers à l'occasion de la circulation et du stationnement des personnes, des véhicules, des engins, des matériels et des marchandises peuvent ouvrir droit à réparation selon le régime de responsabilité dont ils relèvent.

La garde et la conservation des aéronefs, véhicules terrestres, matériels et marchandises utilisant les installations de l'aérodrome ne sont pas à la charge de l'Etat ou de l'exploitant de l'aérodrome et aucune responsabilité ne pèse sur eux pour les pertes ou les dommages ne résultant pas de leur fait ou de celui de leurs agents.

Les transporteurs aériens sont responsables de la surveillance et de la garde de leurs équipages et de leurs passagers munis de titre de transport pendant les opérations d'embarquement et de débarquement.

Les passagers et équipages des aéronefs non commerciaux sont placés sous la responsabilité des commandants de bord pendant les mêmes opérations.

TITRE IX : SANCTIONS PENALES ET ADMINISTRATIVES

Article IX/1. Constatation des infractions

Sans préjudice des dispositions régissant le cas des contraventions de grande voirie et le cas des infractions au code de la route en zone coté ville dans les voies ouvertes à la circulation publique, les infractions aux dispositions mentionnées par les articles R. 282-1 et R. 217-1 du code de l'aviation civile susvisé et aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux mesures particulières d'application sont constatées par :

- les officiers et les agents de police judiciaire de la DPAF/PF ;
- les militaires de la gendarmerie des transports aériens ;
- les agents des Douanes ;
- les fonctionnaires et agents de l'Etat, habilités et assermentés, conformément aux dispositions de l'article L. 6372-1 du code des transports susvisé.

Article IX/2. Sanctions pénales

Toute personne contrevenant aux dispositions du présent arrêté et de ses dispositions ou mesures particulières d'application prises en application des points c), d), g), h), et i) de l'article R. 213-3 du code de l'aviation civile susvisé, à savoir :

- les conditions d'accès, de circulation et de stationnement coté ville des personnes et des véhicules et, notamment, des taxis, voitures de louage et véhicules de transport,
- les conditions particulières d'accès, de circulation, de stockage et de stationnement des personnes, des véhicules, du bagage, du fret et, d'une manière générale, de tout objet ou marchandise admis à pénétrer coté piste ou, le cas échéant, dans les différents secteurs qui la composent,
- les mesures générales de protection contre l'incendie et de sauvegarde des personnes et des biens,
- les prescriptions sanitaires,
- les dispositions applicables à la garde et à la conservation des aéronefs, véhicules, matériels et marchandises utilisant la plate-forme ou les installations de l'aérodrome

est passible des sanctions prévues à l'article R. 282-1 du code de l'aviation civile, à savoir :

- l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe, lorsque l'infraction aura été commise dans la zone coté piste,
- l'amende prévue pour les contraventions de troisième classe lorsque l'infraction aura été commise dans la zone coté ville.

Toute personne contrevenant aux autres dispositions du présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article R. 610-5 du code pénal.

Les procès-verbaux sont transmis sans délai à l'autorité compétente pour engager les poursuites devant le tribunal de police.

Article IX/3. Sanctions administratives

En cas de manquement constaté aux dispositions fixées à l'article R. 217-1 du code de l'aviation civile, le haut commissaire de la République peut, après avis de la commission de sûreté instituée à l'article R. 217-4 dudit code ou, le cas échéant, de son délégué permanent pour les cas prévus à l'article R. 217-2-1, prononcer les amendes administratives prévues aux articles R. 217-1 et R. 217-2-1 du même code.

Dans tous les cas, le constat, sous forme obligatoirement écrite, est notifié à la personne concernée soit directement soit par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai donné à la personne concernée pour présenter ses observations tel que prévu à l'article R. 217-2 alinéa 2 est de 30 jours.

TITRE X - DISPOSITIONS FINALES

Article X/1. Abrogation de dispositions antérieures

L'arrêté du 9 mai 2000 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Tahiti Faa'a et sur l'emprise des installations extérieures rattachées et tous ses arrêtés modificatifs sont abrogés.

La mesure particulière d'application n° 1480010/DIR.DSURV du 28 février 2011 est également abrogée.

Article X/2. Plans

Sont annexés au présent arrêté les plans suivants :

- Plan de situation des zones coté ville et coté piste – N° 4610 – 01 A SEAC-SREIDD
- Plan de la partie Sud de l'aéroport – N° 4610 – 02 A SEAC-SREIDD
- Plan de la partie Nord de l'aéroport – N° 4610 – 03 A SEAC-SREIDD
- Plan de l'aérogare – N° 4610 – 04 A SEAC-SREIDD
- Plan de sectorisation des secteurs fonctionnels et de sûreté
- Plan général de circulation et de signalisation de police.

Article X/3. Exécution, publication, affichage

Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, le directeur de la police aux frontières et le directeur régional des douanes et des droits indirects sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de ses décisions d'application. Cet arrêté sera publié au Journal officiel de la Polynésie Française et affiché par les soins de l'exploitant d'aérodrome aux emplacements réservés à cet effet dans l'enceinte de l'aérodrome. Il est également consultable sur le site Internet de l'aéroport www.tahiti-aeroport.pf.

